

Centrafrique: violences dans le nord et l'ouest (Boali, Sibut), Bangui se prépare à l'élection (les premiers candidats)

AFP 17 janvier 2014



Un officier de police centrafricain et un soldat français contiennent la foule à Bangui le 17 janvier 2014 (Photo Eric Feferberg. AFP)

La capitale centrafricaine Bangui a renoué vendredi avec la vie politique, préparant l'élection lundi du nouveau président de transition d'un pays à la dérive, où de nouveaux incidents meurtriers ont été signalés dans le nord et l'ouest.

Plus de 1.600 soldats français sont déployés depuis début décembre en Centrafrique, sous mandat de l'ONU, pour tenter de faire cesser les tueries, en plus des 4.400 soldats de la force africaine de maintien de la paix (Misca) déjà présents.

Des violences ont néanmoins fait plusieurs morts vendredi à Boali et Sibut, deux villes au nord de Bangui.

Si la capitale est quadrillée par les forces françaises et africaines, le reste du pays, grand comme une fois et demie la France, reste en grande partie livré à lui-même.

L'armée française a indiqué être intervenue vendredi «pour arrêter des exactions» dans des localités de l'axe nord-ouest reliant Bangui au Cameroun, sans plus de précisions.

Quant à Sibut (160 km au nord de Bangui), «la majorité de la population est partie se réfugier en brousse» après des violences ayant fait au moins trois morts, a confié un habitant sous couvert d'anonymat. Selon lui, des Sélékas (ex-rebelles musulmans) ont tué trois anti-balakas (milices chrétiennes) et incendié des maisons, la gare routière et un marché.

«On est cachés, on est à la merci des mercenaires, il n'y a aucune force étrangère. On entend encore des tirs», a-t-il déclaré.

Un responsable de la Misca a confirmé ces affrontements à Sibut depuis plusieurs jours, sans fournir de bilan.

Cette source a également signalé que la Misca avait été attaquée à Bouar, près de la frontière camerounaise, par des anti-balaka, sans essuyer de pertes.

Par ailleurs, à Boali (100 km au nord de Bangui), «des anti-balakas ont attaqué des civils musulmans et fait trois morts et 9 blessés», selon une source militaire centrafricaine.

A Bangui aussi, le feu couve toujours. Quadrillée par les forces internationales, la capitale présente une trompeuse apparence de normalité - comme au PK-12, calme vendredi matin après une nouvelle bouffée de violences meurtrières la veille qui avait fait au moins sept morts.

La moitié des 800.000 habitants de la capitale vivent entassés dans des camps insalubres, refusant de rentrer chez eux.

Le futur président «neutre et sans passé»

En matinée, des centaines de jeunes ont manifesté leur soutien à un candidat à la fonction suprême, Emile Gros Raymond Nakombo, déjà candidat malheureux au scrutin présidentiel de 2011.

«C'est un des rares hommes politiques qui vit sur place et a refusé d'intégrer la Séléka», le mouvement ayant porté au pouvoir en mars 2013 Michel Djotodia, a expliqué l'un des manifestants, Junior Kowes.

M. Djotodia a été contraint à la démission le 11 janvier par les dirigeants d'Afrique centrale - soutenus par la France - excédés par son incapacité à mettre fin aux tueries interreligieuses.

D'autres jeunes ont manifesté au nom de la «société civile» pour manifester leur «rejet d'une classe politique qui a trahi la Centrafrique au profit de ses intérêts», selon l'un des manifestants, Stéphane Youfeïna, un étudiant en droit.

Chargé d'arrêter l'implosion du pays, le nouveau président de transition doit être élu lundi par le Conseil national de transition (CNT, parlement provisoire).

Le CNT a fixé des critères draconiens d'éligibilité excluant beaucoup de monde: les responsables politiques sous la présidence Djotodia, les chefs de partis, les militaires d'active, et les membres d'une milice ou d'une rébellion armée sur ces 20 dernières années.

«En fait, on a tout fait pour avoir un inconnu au pouvoir, quelqu'un de neutre et sans passé», s'amusait un membre du CNT.

La clôture des candidatures est fixée à samedi 10H00 (09H00 GMT). Après examen des dossiers, le CNT annoncera les candidats dimanche, pour une élection lundi.

Le président français François Hollande a jugé que la sécurité en Centrafrique s'améliorait lentement, alors que jeudi l'ONU estimait que «les éléments sont là pour un génocide».

Sur les 4,6 millions de Centrafricains, un million ont été déplacés par les violences et la moitié de la population est directement touchée par la crise, selon des sources humanitaires.

Dans ce contexte, la France a suspendu les procédures d'adoption d'enfants centrafricains en raison de l'insécurité dans le pays.

Dans la soirée, M. Hollande a rencontré à Paris son homologue congolais Denis Sassou-Nguesso, médiateur de la Communauté des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) pour la crise centrafricaine.

Centrafrique : des violences ont lieu au nord et à l'ouest de Bangui

Le Monde.fr - 18.01.2014

Plusieurs localités au nord et à l'ouest de Bangui sont en proie à des actes de violence, ont rapporté samedi 18 janvier des témoins à l'AFP, notamment à Sibut, à 160 kilomètres au nord de la capitale, où les habitants, terrorisés par des hommes de la Séléka, se terrent ou ont fui en brousse.

« Je lance un cri d'alarme. Cela tire encore et nous sommes terrorisés », a déclaré un habitant de Sibut contacté par téléphone. « Les [ex-rebelles de la] Séléka règnent en seigneurs de guerre dans la ville, et il n'y a aucune force étrangère pour nous protéger », selon cette source qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat. La gare routière, le marché ont été ravagés, et les violences qui ont démarré vendredi matin ont fait au moins trois morts, « mais il y en a certainement plus dans les quartiers », a-t-il ajouté.

Selon une source religieuse à Bangui, la paroisse de Sibut a également été attaquée par les Séléka. « On a tenté de joindre la Misca [la force africaine] et Sangaris [la force française] pour un secours rapide, mais pour le moment il n'y a personne », a ajouté le religieux. Contactée, la Misca a indiqué qu'une de ses équipes faisait route vers Sibut. Toujours selon cette source religieuse, d'autres incidents sont en cours à Bossembélé, ville située sur le principal axe menant au Cameroun, au nord-

ouest de Bangui. « La paroisse a été saccagée ; la voiture du prêtre, volée ; l'hôpital a été pillé. Il y a des blessés », a-t-il dit.

LE CALME SEMBLE REVENU À BOALI

En revanche, le calme semble être revenu à Boali, à 90 kilomètres au nord-ouest de Bangui, théâtre la veille d'affrontements meurtriers entre Séléka et milices chrétiennes anti-balaka qui ont fait selon une source militaire centrafricaine au moins trois morts, trois civils musulmans. « Hier, les anti-balaka sont sortis pour casser les boutiques des musulmans, ils ont tout mis à plat », a déclaré Innocent, un habitant de Boali. « Beaucoup de gens sont partis en brousse », a-t-il indiqué, précisant que les militaires français de l'opération Sangaris étaient présents dans la ville.

L'armée française a lancé vendredi une opération sur l'axe reliant Bangui à la frontière camerounaise. « Plus d'une centaine d'hommes sont directement impliqués sur le terrain, entre Bangui et Bossembélé », à environ 130 kilomètres de la capitale, a déclaré le lieutenant-colonel Thomas Mollard, responsable de la communication de Sangaris. « A ma connaissance il n'y a pas d'incidents dans la zone où nous sommes déployés », a-t-il dit.

L'opération militaire française Sangaris a allumé le feu. L'ONU craint un génocide en Centrafrique

Par Djamel Bouatta , liberte-algerie.com - Samedi, 18 Janvier 2014

La présence militaire française en Centrafrique a exacerbé les haines interreligieuses. Les exactions rythment le quotidien de la capitale centrafricaine, où les scènes de violences se suivent avec des atrocités qui ont fait remonter dans les mémoires les génocides dans l'ex-Yougoslavie, au Rwanda et au Cambodge. Les personnes sont torturées puis achevées à l'arme blanche, les plus chanceuses, par balle. Des habitants de Bangui accusent les militaires français de l'opération Sangaris d'être à l'origine des décès par armes à feu, soit au cours de contrôles qui tournent généralement mal, soit à l'aveuglette, lorsque leurs patrouilles sont prises à partie par des éléments hostiles à la présence française. Les quelque deux mille soldats français sont en effet constamment accrochés par des tirs ennemis, contrairement à leurs six mille homologues des forces africaines qui ont riposté à des slogans. La crainte d'un génocide comme au Rwanda, en Bosnie et, à plus grande échelle et plus systématique car institutionnel, dans la capitale du Cambodge, est réelle. Chaque jour, une centaine de cadavres sont retrouvés dans l'ensemble du pays. La violence entre Séléka et anti-Balaka s'est répandue comme une traînée de poudre. Certains témoignages effarants évoquent même des scènes de cannibalisme dans la capitale, au point où l'Organisation des Nations unies a fait part depuis jeudi de son inquiétude.

Lors d'une conférence de presse à Genève, John Ging, le chef des opérations humanitaires de l'ONU, a averti que tous les éléments étaient réunis pour un génocide en Centrafrique, appelant à une large mobilisation humanitaire et militaire et une stabilisation politique dans ce pays, d'où il revenait d'une mission de cinq jours. « Il y a tous les éléments que nous avons vus dans des endroits comme le Rwanda, la Bosnie... Cela ne fait pas de doute : les éléments sont là pour un génocide », a-t-il insisté, expliquant que « des atrocités sont commises de façon continue et que les gens ont peur des autres communautés ». Si la tendance venait à se poursuivre, ça deviendrait carrément un conflit interreligieux. La cause est dans l'effondrement de l'état, un effondrement auquel la France, ancienne puissance coloniale, a contribué de mille et une façon. Il faut se garder de perdre de l'esprit que la Centrafrique n'a jamais été décolonisée et que ce pays au centre du continent noir a toujours été considéré par la France comme le pré carré de sa Françafrique. Aujourd'hui, la question de savoir comment arrêter ce diabolique processus est sans réponse. Les soldats français, les contingents africains et les maigres éléments de l'armée nationale centrafricaine n'ont pas suffi. John Ging a aussi appelé à élargir l'intervention militaire extérieure.

Les premiers candidats déclarés :

Parmi les premiers candidats déclarés La maire de Bangui, **Catherine Samba Panza**, qui a tenu à venir s'inscrire en personne au secrétariat du Parlement provisoire.

Ce vendredi, quatre autres personnalités ont aussi déposé leur candidature pour cette présidence de transition.

Désiré Kolingba, fils de l'ancien président, mais aussi le pasteur et ex-ministre **Josué Binoua** ou encore un autre ancien ministre sous le président Bozizé, **Didier Wangé**, et enfin l'ancien maire de Bangui **Jean Barkes Ngombe Kette**.

Le Colonel Galouti

Lionnel Saraga Morais

Emile Gros Raymond Nakombo, un homme d'affaires, candidat malheureux au scrutin présidentiel de 2011.

Le Calendrier de l'élection à la présidence de transition :

Ouverture: Vendredi 17 janvier 2014 à 09 heures.

Lieu du dépôt des dossiers de candidatures: Secrétariat général du Conseil National de Transition (contre récépissé).

Clôture: samedi 18 janvier 2014 à 10 heures.

Examen des dossiers de candidature: samedi 18 janvier 2014 de 11 heures à 14 heures

Consultation des forces vives de la Nation:

Samedi 18 janvier 2014 : 15 heures à 17 heures

Dimanche 19 janvier 2014 : 10 heures à 14 heures

Lieu: Hémicycle du Conseil National de Transition (CNT)

Publication de la liste des candidats: Dimanche 19 janvier 2014 à 14 heures 30 minutes

Election: Lundi 20 janvier 2014 à 10 heures.